

« C'est maintenant ou jamais : sauvons les contraceptifs américains bloqués en Belgique ! »

Communiqué de presse

Des contraceptifs financés par l'USAID et destinés à divers pays du continent africain sont toujours bloqués de manière injustifiée et malveillante en Belgique, et bon nombre d'entre eux arriveront à expiration dès avril 2028. Si les États-Unis ne débloquent pas rapidement ces stocks, il ne restera plus assez de temps pour leur distribution et leur utilisation. Le temps presse pour parvenir à un accord de reprise avec le gouvernement belge, qui serait avantageux pour le gouvernement américain : un nouveau rapport du Bureau de l'inspecteur général de l'USAID souligne que le gouvernement américain paie 24 000 dollars par mois pour le stockage de ces contraceptifs. La Fédération Laïque de Centres de Planning familial et Sensoa, membres de l'IPPF, et leurs partenaires appellent la Belgique et l'Union européenne à s'engager davantage en faveur des droits sexuels et reproductifs.

Vingt camions perdus, quatre camions peuvent encore être sauvés

Les stocks entreposés à Kallo, en Belgique — de quoi remplir environ 20 camions — sont depuis longtemps perdus. Cependant, quatre camions restants de la cargaison totale entreposée à Geel, en Belgique, contiennent encore des contraceptifs utilisables. Le gouvernement américain avait initialement prévu d'incinérer ces contraceptifs, mais ce projet a été contrecarré par la région, qui interdit l'incinération des dispositifs médicaux réutilisables. Selon le ministre belge des Affaires étrangères, Maxime Prévot (Les Engagés), les dates de péremption des contraceptifs s'étendent d'avril 2028 à septembre 2031. Bien que ces dates puissent sembler lointaines, chaque retard réduit le temps disponible pour acheminer ces fournitures vers les personnes qui en ont besoin. De plus, de nombreux pays de destination, dont la Tanzanie, appliquent des règles d'importation qui limitent l'entrée des médicaments dont la date de péremption est trop proche.

1,4 million de femmes touchées

77 % des fournitures étaient destinées à cinq pays du continent africain : la République démocratique du Congo, le Kenya, la Tanzanie, la Zambie et le Mali. Certains de ces pays sont déjà confrontés à de graves crises humanitaires et à des pénuries de contraceptifs. Les chiffres de la Reproductive Health Supplies Coalition sont éloquentes : la perte délibérée de ces ressources entraînera au moins 362 000 grossesses non désirées, 161 000 naissances non planifiées et 110 000 avortements pratiqués dans des conditions dangereuses. On estime que 1,4 million de femmes en Afrique ne pourront pas recourir à la contraception alors même qu'elles le souhaitent.

Sans accès aux contraceptifs, on assistera sans aucun doute à une augmentation des grossesses non désirées, des grossesses chez les adolescentes, des avortements pratiqués dans des conditions dangereuses et des décès maternels chez les femmes africaines. Elles comptent parmi les nombreuses victimes de la guerre menée par le président américain Donald Trump contre les droits reproductifs et la justice des femmes. Selon l'Institut Guttmacher, l'organisation américaine qui mène des recherches sur les droits sexuels et reproductifs, les 360 000 \$ déjà gaspillés en frais de

Stockage et d'entreposage auraient pu permettre de fournir des contraceptifs à 43 900 femmes et couples.

Europe et Belgique : prenez position contre Trump

Le gouvernement américain diffuse des informations erronées sur l'utilisation des contraceptifs et n'a que des motivations idéologiques pour retenir ces fournitures. Ce sont les femmes de la « majorité mondiale » et les contribuables américains qui en paient le prix. Les États-Unis ne sont plus un allié en matière de droits sexuels et reproductifs. Ils imposent leurs politiques ultra-conservatrices au reste du monde. Ce sont des politiques qui privent les femmes du contrôle de leur propre corps. Il est temps que la Belgique – ainsi que l'UE – joue un rôle de premier plan. Les institutions européennes gardent un silence assourdissant sur cette question.. Il est temps que l'Europe montre que la santé, la dignité et la sécurité de tous, partout dans le monde – y compris dans la « majorité mondiale » –, constituent une priorité. Cela s'applique à toutes les négociations internationales et nécessite un financement provenant à la fois des budgets européens et nationaux. Faites en sorte que cela se concrétise.

Notes :

Les contraceptifs retenus sont pour la plupart des méthodes à longue durée d'action, telles que les dispositifs intra-utérins (DIU), les implants en forme de tige, les injections contraceptives, ainsi que les comprimés à base de lévonorgestrel et d'éthinylestradiol.

Contact PRESSE :

Delphine CHABBERT, Directrice FLCPF - dchabbert@planningfamilial.net – 0478 77 05 95
www.planningfamilial.net